



Proche et Moyen-Orient — Analyse

## En Cisjordanie, les colons israéliens tuent en toute impunité

Depuis le début de l'année, au moins dix Palestiniens, dont trois jeunes hommes cette semaine, ont été assassinés par des extrémistes juifs, contre huit pour toute l'année 2025.

Rachida El Azzouzi

23 avril 2026 à 19h43

Assassinats, destructions de maisons, de voitures, de biens agricoles... Depuis le 7-October, la violence coloniale explose en Cisjordanie occupée, où vivent illégalement plus de 750 000 Israélien·nes. En 2025, elle avait atteint un niveau jamais vu depuis deux décennies. Huit Palestiniens avaient été tués par des colons israéliens au cours de l'année. 2026 s'annonce encore plus meurtrière. En l'espace d'à peine quatre mois, au moins dix Palestiniens ont déjà été assassinés par des suprémacistes juifs.

Les derniers de ces assassinats ont eu lieu cette semaine, dans le gouvernorat de Ramallah. Mardi 21 avril, Aous Hamdi Al-Nassan, 14 ans, et Jihad Marzouq Abou Naïm, 32 ans, sont morts sous les balles d'un colon armé d'un fusil d'assaut dans le village d'Al-Mughayyir. Le lendemain, mercredi 22 avril, dans des circonstances similaires, Awda Atef Awawdeh, 25 ans, succombait à ses blessures après avoir été touché par des tirs à Deir Dibwan.

À Al-Mughayyir, Aous Hamdi Al-Nassan et Jihad Marzouq Abou Naïm sont tombés devant l'école des garçons, près de l'entrée du village, un endroit où « *il n'y a pas de civils israéliens, pas de colonies, ni de routes israéliennes* », a assuré à l'AFP le maire de la commune, Amin Abou Alia. « *Tout colon qui atteint cette zone le fait avec l'intention de nuire* », a-t-il dénoncé. En 2019, le père d'Aous Hamdi Al-Nassan avait connu le même sort tragique : il avait été abattu par des colons alors qu'il venait en aide à des blessés. L'adolescent rejoint la liste des plus de 230 victimes mineures tuées depuis le 7 octobre 2023 par des

colons ou l'armée israélienne en Cisjordanie.



Des personnes portent le corps d'Awda Atef Awawdeh lors de ses funérailles à Deir Dibwan, en Cisjordanie occupée, le 23 avril 2026.

© Photo Zain Jaafar / AFP

Son village, situé principalement en zone C, c'est-à-dire sous contrôle israélien total, est emblématique de l'asphyxie coloniale en cours en Cisjordanie, dans le but d'accaparer les terres palestiniennes. Encerclé par près d'une dizaine d'avant-postes, ces colonies sauvages qui essaient et fragmentent le territoire palestinien, Al-Mughayyir subit des attaques quasi quotidiennes, dont plusieurs d'envergure, comme en avril 2024, lorsque des colons ont pris la localité d'assaut pendant trois jours, ou en août 2025, lorsque des centaines d'oliviers ont été déracinés par l'armée israélienne.

À Deir Dibwan, l'armée israélienne affirme avoir remis à la police « *des civils israéliens entrés dans la zone sans autorisation préalable* » et précise avoir interpellé « *des suspects palestiniens impliqués dans des jets de pierres en direction des civils israéliens, qui ont ensuite été relâchés* ». Elle assure avoir reçu ultérieurement un signalement concernant un Palestinien tué par balle, et qu'une enquête était ouverte par la police.

### Attaques ciblées

À Al-Mughayyir, l'armée israélienne dit avoir envoyé des soldats après un signalement de jets de pierres « *contre un véhicule israélien transportant plusieurs civils, dont un soldat de réserve, qui est sorti du véhicule et a ouvert le feu sur des suspects présents dans la zone* ». « *À leur arrivée, les soldats sont intervenus pour disperser l'affrontement*

*violent dans le secteur* », a-t-elle ajouté, sans plus de précisions. Elle indique que *« l'incident est en cours d'examen »*.

Les habitant·es font un autre récit. Celui d'attaques ciblées de la part de colons qui redoublent de brutalité, armés de bâtons, de matraques, de cocktails Molotov, d'armes lourdes, profitant de l'impunité dont ils jouissent, souvent sous la protection ou avec le soutien de l'armée israélienne. Comme l'a récemment démontré le quotidien britannique *The Guardian*, plus de 96 % des enquêtes visant les colons sont classées sans suite et aucune poursuite n'a été engagée depuis 2020, alors que plus de 1 100 Palestiniens, dont au moins un quart de mineurs, ont été tués.

Depuis le début de la guerre israélo-états-unienne contre l'Iran, le 28 février 2026, les violences se sont encore intensifiées à travers tout le territoire. L'Autorité palestinienne en appelle à la communauté internationale : *« Il est temps d'agir pour mettre fin au terrorisme des colons. »*

Mi-mars, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (ONU) a dénoncé *« une stratégie d'État coordonnée »*, dans laquelle les autorités israéliennes jouent *« un rôle central »*. Il alerte sur les déplacements en Cisjordanie, *« qui coïncident avec le déplacement massif de Palestiniens à Gaza »*, et *« semblent indiquer une politique israélienne concertée de transfert forcé massif »* sur l'ensemble des territoires occupés, soulevant *« des inquiétudes quant à un nettoyage ethnique »*. Entre novembre 2024 et octobre 2025, l'expansion des colonies a entraîné *« le déplacement de plus de 36 000 Palestiniens en Cisjordanie occupée »*, une expulsion d'une ampleur inédite.

La violence des colons constitue un facteur majeur de déplacement forcé, comme en attestent les rapports de plusieurs ONG. Le 20 avril, le Conseil norvégien des réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC) a publié une étude accablante qui documente tout particulièrement l'arme des violences sexuelles pour pousser les communautés palestiniennes à abandonner leurs terres. De multiples formes d'agressions sont recensées, telles que la nudité forcée, l'exhibition de parties génitales devant des mineur·es, les menaces de viol...

*« La meilleure chose que j'ai faite a été d'envoyer ma fille vivre chez sa grand-mère en ville, car j'avais peur pour elle. »*

Une mère de famille

Sous la pression constante et devant le risque accru, les familles adoptent des stratégies extrêmes : *« Beaucoup se séparent, envoyant femmes et enfants ailleurs, tandis que les hommes restent pour protéger les maisons et le bétail – un schéma qui précède souvent le déplacement total, décrit le rapport. D'autres retirent leurs filles de l'école ou organisent des mariages précoces pour réduire leur exposition au danger. »* La montée de ces violences a conduit plus des deux tiers de la centaine de personnes interrogées à quitter leur foyer.

*« Ce qui m'a poussé à prendre la décision de déménager, c'est le harcèlement que subissaient ma femme, mes filles et ma belle-fille, témoigne un homme. Des colons ont commencé à s'approcher lorsque mon fils et moi partions travailler. Ils surveillaient les femmes de près, sifflant lorsqu'elles sortaient des abris en plein jour et nous jetant des pierres la nuit. J'étais terrifié à l'idée qu'il puisse arriver quelque chose de grave à ma famille à cause de ces violences constantes des colons en mon absence. »* *« La meilleure chose que j'ai faite a été d'envoyer ma fille vivre chez sa grand-mère en ville, car j'avais peur pour elle »*, raconte une mère de famille.

## Un projet d'annexion par la force

Dans le gouvernorat de Bethléem, deux garçons de 15 ans qui gardaient du bétail ont été attaqués par des colons, frappés, bandés et déshabillés. L'un d'entre eux a été aspergé d'urine et l'autre a subi une fracture de la jambe. Dans une autre communauté bédouine palestinienne, dans la vallée du Jourdain, un Palestinien a été victime d'une grave agression sexuelle devant sa famille.

Le déchaînement de violence est tel que de plus en plus de voix s'élèvent en Israël pour dénoncer *« le terrorisme juif »*, plus souvent pour des raisons sécuritaires et stratégiques qu'humanitaires. Celles d'hommes politiques tels Yaïr Golan, chef de l'alliance de gauche Les Démocrates, ou Yaïr Lapid, chef de l'opposition centriste. D'influents religieux comme ceux réunis dans l'association Rabbins pour les droits de l'homme. D'anciens responsables sécuritaires en Israël. Fin mars,

l'association Commandants pour la sécurité d'Israël, regroupant 550 officiers supérieurs, généraux en retraite et anciens hauts responsables des services de sécurité, a interpellé dans une lettre ouverte le chef d'état-major israélien, Eyal Zamir, sur le « *danger stratégique* » que représente le « *terrorisme juif* ». Eyal Zamir a reconnu des violences « *moralement et éthiquement inacceptables* ».

Pour Amnesty International, ces violences font partie du projet d'annexion par la force de la Palestine par Israël. « *L'expansion accélérée des colonies illégales et la recrudescence des violences et des crimes cautionnés par l'État [israélien] imputables aux colons en Cisjordanie occupée pointent du doigt l'incapacité catastrophique de la communauté internationale à prendre des mesures décisives* », condamne l'ONG de défense des droits humains. Elle brocarde notamment l'inaction des États tiers, qui « *ne respectent pas leurs obligations juridiques,*

*refusant de se servir des outils à leur disposition, tels que la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël, en vue de dissuader Israël de poursuivre son programme illégal.* »

Le 20 avril, les Vingt-Sept ont été incapables d'adopter une même voix pour enrayer l'entreprise génocidaire du gouvernement Nétanyahou. S'il a reconnu que la suspension de l'accord était une « *interrogation légitime* », dans le cas où Israël « *continue cette politique qui contrevient à son histoire* », le président français Emmanuel Macron a déclaré que « *ce n'est pas dans le moment où, il y a quelques jours, Israël a accepté un cessez-le-feu pour le Liban et s'est engagé dans des discussions qu'il faut précipiter une confrontation* »...

Rachida El Azzouzi